

## PetroAmerica, une véritable alternative à la Zone de libre-échange des Amériques



Les problèmes de l'Amérique latine et des Caraïbes sont anciens : leur division face à l'impérialisme espagnol d'abord, à l'hégémonie états-unienne ensuite. La solution est connue depuis longtemps : le rêve d'intégration de Simon Bolivar. À l'initiative du Venezuela, ce processus est relancé autour de la création de PetroAmerica, l'alternative énergétique au projet de Zone de libre-échange voulu par Washington.

page 2

### De l'usage des commémorations

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Le 9 mai ont eu lieu à Moscou les commémorations des 60 ans de victoire sur le nazisme. Elles ont surtout été l'occasion pour chaque État de jouer avec l'Histoire pour justifier sa politiques et ses allégeances actuelles. Les présidents Bush, Poutine, Chirac, Vike-Freiberga et Saakashvili et le chancelier Schröder se livrent ainsi à un débat « historique » par organes de presse interposés.

page 5

REPÈRE : 8 AU 12 MAI 1945

### La France libérée refuse la liberté aux Algériens

Le 8 mai 1945, à l'appel du Parti du Peuple algérien, une foule nombreuse manifeste pacifiquement à Sétif pour fêter la fin de la Guerre mondiale, demander la libération de Messali Hadj et affirmer que le temps est venu de l'indépendance. Les Algériens, qui s'étaient battus pour la liberté contre le fascisme, entendaient, eux aussi, bénéficier de la liberté une fois la paix revenue. Selon le communiqué publié quatre jours plus tard par le gouvernement provisoire du général De Gaulle, des incidents auraient éclaté faisant « plus d'une centaine de morts » ; instruction aurait été donnée au gouverneur Yves Chataigneau de « maintenir la souveraineté française ».

En réalité, les massacres durèrent quatre jours. Aux côtés de la centaine de morts « européens », ce seront 45 000 personnes qui seront tuées. En métropole, les événements sont minimisés et ne provoquent aucune réaction politique. Albert Camus sera le seul éditorialiste à dénoncer ces crimes et à réclamer que l'on reconnaisse aux Algériens les mêmes droits démocratiques qu'aux métropolitains. ■



### LE KOURSK TORPILLÉ PAR LES ÉTATS-UNIS ?

Maurice Stradling n'a bien entendu jamais accredité la thèse officielle qui expliquait qu'une torpille du sous-marin nucléaire russe avait explosé dans son compartiment. En effet, il n'est pas nécessaire d'être expert pour savoir que les missiles ou torpilles modernes ne peuvent exploser sans activation électronique. Ayant déjà exprimé ce point de vue dans le documentaire de Jean-Michel Carré intitulé *Le Kursk, un sous-marin en eaux troubles*, l'ancien ingénieur de la Royal Navy spécialisé dans les torpilles continue d'affirmer que la catastrophe, qui provoqua la mort des 118 hommes d'équipage du fleuron de la flotte sous-marine russe en août 2000, était le fait d'une torpille MK-48 états-unienne. Celle-ci aurait été tirée par le sous-marin Memphis, suite à la collision d'un autre sous-marin états-unien, le Toledo, avec le bâtiment russe, qui se serait alors préparé à riposter. Cette catastrophe avait alors donné lieu à d'intenses échanges diplomatiques entre Bill Clinton et Vladimir Poutine, pendant que la presse dénonçait la soit-disant vétusté de la flotte nucléaire russe et l'incompétence des autorités. Depuis la première Guerre froide, les meilleurs sous-marins russes et états-unien s'adonnent constamment au jeu du chat et de la souris afin de tester leurs équipements de détection et de camouflage, faute de pouvoir les tester autrement. ■

# PetroAmerica, une véritable alternative à la Zone de libre-échange des Amériques

**Les problèmes de l'Amérique latine et des Caraïbes sont anciens : leur division face à l'impérialisme espagnol d'abord, à l'hégémonie états-unienne ensuite. La solution est connue depuis longtemps : le rêve d'intégration de Simon Bolivar. À l'initiative du Venezuela, ce processus est relancé autour de la création de PetroAmerica, l'alternative énergétique au projet de Zone de libre-échange voulu par Washington.**



**Lire cet article en**

 **Español**

« Les États-Unis [...] semblent prédestinés pour propager la misère en Amérique latine au nom de la liberté », déclarait Simón Bolívar en 1829. Ses paroles étaient sans doute prémonitoires. Aujourd'hui, environ deux siècles plus tard, cette intuition se révèle être d'une actualité brûlante : l'unité régionale voulue par le Libérateur dans les États naissants et émancipés de la couronne espagnole ne s'est jamais réalisée.

Au contraire, la dispersion de l'Amérique latine - absurde par ailleurs - en diverses républiques depuis son indépendance formelle n'a fait que faciliter au géant du Nord son rôle de puissance hégémonique continentale. « *L'Amérique aux Américains* »... du Nord, bien sûr.

L'intégration est toujours en devenir. C'est en elle que réside une des clés du développement tant attendu de la région. L'actuel projet de Washington d'une zone de libre échange - le projet de ZLEA - n'est pas un projet « d'intégration », pas plus qu'il n'est « libre ». Il est, simplement, un nouveau mécanisme néo-colonial visant à perpétuer la dépendance et la soumission de l'Amérique latine vis-à-vis de son voisin du nord. Mais un autre type d'intégration est possible. C'est ainsi que naît PetroAmerica.

Pétroles d'Amérique ou PetroAmerica, est un projet de création d'une entreprise multinationale qui regrouperait les entreprises énergétiques publiques de la région latino-américaine et des Caraïbes : Gisements Pétrolifères Fiscaux Boliviens (YPFB), Pétroles du Vénézuéla (PDVSA), Entreprise Nationale d'Énergie de l'Argentine (ENARSA), Pétrole du Brésil (Petrobras), Pétrole d'Équateur (Petroecuador), Cupet de Cuba et Petrotrin de Trinidad et Tobago, auxquelles viendraient s'ajouter des raffineries et pompes à essence où seraient commercialisés les produits raffinés dans des nations non productrices d'hydrocarbures.

Ce consortium - qui contrôlerait 11,5 % des réserves mondiales de brut et pourrait influencer de manière décisive le marché mondial de l'énergie actuellement dominé par quelques oligopoles, états-uniens dans leur grande majorité - aurait pour vocation de s'occuper des projets d'investissement en vue de l'intégration énergétique du secteur, garantissant ainsi l'accroissement de la valeur ajoutée du pétrole brut et du gaz par la production de sous-produits pétrochimiques nécessaires pour promouvoir un véritable développement durable et indépendant pour la toute l'Amérique latine et des Caraïbes.

L'idée n'est pas nouvelle : en 1995, les présidents brésilien Fernando Henrique Cardoso et vénézuélien Rafael Caldera en ont ébauché les contours. Le président vénézuélien Hugo Chávez a récemment relancé le processus à la faveur de la dynamique créée par la Révolution bolivarienne qu'il conduit. Nous devons « *unir nos entreprises pour ne pas nous concurrencer entre nous et continuer à être dominés* » a-t-il déclaré, rendant ainsi propice une intégration alternative à celle de Washington et de la ZLEA.

L'intégration du secteur énergétique participe à la création d'un bloc régional qui, à partir de la puissance politique qu'il gagnera progressivement, stimulera un développement indépendant et favorisera la lutte contre la pauvreté engagée dans la région. En d'autres termes : une intégration non pas pour le libre

commerce, mais pour la solidarité entre les peuples ; une intégration qui ne se fasse pas pour le bénéfice des grandes entreprises privées, mais en faveur des populations.

Au-delà de l'intégration énergétique, la question de la rationalisation et de l'utilisation d'autres sources d'énergies renouvelables, comme les énergies hydroélectrique, éolienne, solaire, la biomasse, etc est également abordée. Il ne s'agit donc pas seulement de s'occuper des projets dans le secteur des hydrocarbures, mais de l'ensemble des possibilités énergétiques, considérant les caractéristiques et les besoins des différentes zones couvertes par PetroAmerica.

En conservant l'énergie non renouvelable pour être utilisée comme moyen de production dans les zones urbaines pour la production d'aliments, d'engrais, de médicaments, etc., on favorise l'investissement de capital privé, particulièrement le capital national et ce dans les différents États, stimulant ainsi l'emploi productif. Les relations avec les entreprises privées de l'énergie - les multinationales ayant majoritairement leur siège aux États-Unis - seront définies dans tous les cas par le biais de l'entreprise intégrée à PetroAmerica et par les ministères de l'Énergie et de l'Environnement des États de la région.

L'intégration, l'union - Quelle nouveauté !- sont des idées salutaires. De nos jours, nous assistons à un processus croissant d'intégrations dans les domaines politiques et économiques : les grandes entreprises fusionnent, des États forment des blocs, des continents entiers gagnent en puissance par l'union. En définitive tel était le rêve bolivarien : la création d'une grande patrie entre tous les pays libérés de la couronne hispanique, seule garantie pour prospérer sur de bonnes bases

Le rêve n'a pu se réaliser jusqu'à présent, mais l'actuelle Révolution bolivarienne au Venezuela - processus populaire, véritablement démocratique, avec une vaste participation des secteurs sociaux oubliés tant d'années - a pour objectif premier l'intégration latino-américaine, par une croissance durable et équitable.

*« La République promouvra et favorisera l'intégration latino-américaine et des Caraïbes, dans la perspective de la création d'une Communauté de nations, en défendant les intérêts économiques, sociaux, culturels, politiques et environnementaux de la région. La République pourra souscrire des traités internationaux qui conjuguent et coordonnent des efforts pour promouvoir le développement commun de nos nations, et qui garantissent le bien-être des peuples et la sécurité collective des habitants ».*

(Article 153 de la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela).

C'est dans cette logique d'intégration solidaire que la création de PetroAmerica s'inscrit. Le défi est ouvert.

**Marcelo Colussi**

Journaliste, collaborateur de *La Insignia*

# De l'usage des commémorations

## Analyse

Le 9 mai a eu lieu à Moscou les commémorations des 60 ans de la victoire contre le nazisme [1]. Les célébrations devaient rassembler les dirigeants de tous les États belligérants, mais les présidents estonien, lituanien et géorgien ont refusé de venir. Il s'agit d'une nouvelle illustration des tensions internationales dans l'ex-aire soviétique où la Russie et les États-Unis se livrent à ce que Zbigniew Brzezinski a qualifié de nouveau « grand jeu ». Et dans ce jeu, l'Histoire, ou plutôt ses interprétations, occupe une place de choix comme facteur de légitimation.

La presse a rendu compte de ces polémiques historiques. Toutefois, rares ont été les médias précisant que les points de vue de chacun ne sont pas seulement l'expression de leur perception de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi des mythes qui justifient des stratégies actuelles. Ainsi, dans les cercles atlantistes, il est de bon ton de mettre l'accent sur les crimes staliniens et sur le Pacte germano-soviétique. Tandis que les partisans d'une coalition Paris-Berlin-Moscou rappellent l'importance du sacrifice du peuple russe lors de la guerre contre le nazisme, soulignant que la domination soviétique ne pouvait pas être comparée à l'occupation hitlérienne.

George W. Bush a explicité sa vision du conflit mondial à l'occasion de sa visite en Lettonie, la semaine dernière. Pour le président états-unien, la Seconde Guerre mondiale aurait été provoquée par le Pacte germano-soviétique dont les États baltes ont fait les frais. Par la suite, ces pays se seraient trouvés sous le joug du stalinisme à cause des accords de Yalta qui auraient représenté un renoncement dont les États-Unis devraient avoir honte. Toutefois, Washington se serait vite rendu compte de son erreur et aurait poursuivi la lutte pour la démocratie à travers la Guerre froide. En définitive, ils auraient triomphé en

Europe avec l'effondrement de l'URSS et ne tarderont pas à vaincre au Moyen-Orient en y établissant des démocraties.

Cette relecture des événements vise à assimiler nazisme, communisme et islamisme pour mieux exalter les Etats-Unis dans le rôle des combattants de la liberté. Elle profite d'abord de la vision ethnocentrique des Européens qui interprètent la Seconde Guerre mondiale sans prendre en considération ses développements orientaux, depuis l'invasion de la Mandchourie en 1931. Ensuite, elle néglige bien des réalités européennes telles que la remilitarisation de la Rhénanie, la guerre d'Espagne, l'Anschluss, et surtout la Conférence de Munich et la destruction de la Tchécoslovaquie, l'invasion de l'Albanie. De la sorte, elle fait partir la Guerre du Pacte Molotov-Ribbentrop par lequel l'URSS et le Reich se partagèrent la Pologne en feignant d'ignorer qu'il répondait aux Accords de Munich et au partage de la Tchécoslovaquie. Ce tour de passe-passe permet de blanchir les pays baltes, aujourd'hui atlantistes, de toute collaboration avec le Reich. La conférence de Yalta est caricaturée à la fois afin de discréditer le principe du multilatéralisme et pour brocarder Roosevelt, dont la politique économique est aux antipodes de celles de George W. Bush. Au contraire la volonté de Truman de provoquer la Guerre froide est magnifiée pour mieux justifier l'actuelle Guerre au terrorisme. Enfin, l'implosion de l'URSS est présentée comme une victoire militaire des États-Unis concluant la Guerre froide et servant d'avertissement à Vladimir Poutine qui serait tenté de rétablir le monstre soviétique.

La présidente lettone, Vaira Vike-Freiberga, soutient bien évidemment ce mythe dans *Der Tagesspiegel* puis, avec quelques remaniement de son argumentaire dans le *Washington Post* et *Gulf News*. Elle affirme que la Russie n'a pas renoncé à honorer Staline alors que son pays aurait appris à regarder son passé en face : la Lettonie n'a pas été libérée en 1945, mais occupée à nouveau, par les Soviétiques cette fois. Elle ne se permet pas cependant d'aller aussi loin que dans son pays où elle diffuse un manuel historique négationniste et cautionne des manifestations d'anciens SS.

Notons que cette falsification utilise quelques éléments authentiques en masquant leur contexte. Ainsi, il est exact que Staline a martyrisé les populations baltes, mais il ne leur a pas appliqué de traitement particulier. Il leur a infligé les mêmes horreurs qu'aux autres peuples soviétiques. Par ailleurs, il est faux d'affirmer que les États baltes auraient été occupés par l'URSS. En réalité, ces pays se sont d'abord rapprochés du Reich, puis à la faveur d'élections libres et de changements de majorités, ils ont été gouvernés par des communistes qui ont légalement demandé le rattachement à l'Union soviétique. S'appuyant pour sa part sur la lecture bushienne de Yalta, c'est-à-dire sur l'assimilation du multilatéralisme à une faiblesse face aux États totalitaires, le président géorgien Mikhaïl Saakachvili propose d'organiser une nouvelle conférence de Yalta dans le *Washington Post*. Elle devrait effacer définitivement la précédente et rassemblerait les « nouvelles démocraties ». Sous ce libellé, il fait référence à son pays, bien sûr, ainsi qu'à l'Ukraine et à la Roumanie. Tous trois devront participer à la « diffusion de la démocratie » voulue par Washington aussi bien en Biélorussie qu'au delà de l'Europe, comme à Cuba ou au Zimbabwe. L'ancien Yalta a été la reconnaissance par les États-Unis du poids de l'URSS dans le monde de l'après-guerre, le nouveau Yalta sera l'affirmation de leur domination mondiale sans partage pour le bien de tous.

L'ancien dirigeant polonais, le général Wojciech Jaruzelski, ne partage bien évidemment pas ce point de vue atlantiste. Il explique dans *Die Welt* pourquoi il participera à Moscou aux cérémonies de commémoration de la Victoire contre le fascisme. En tant qu'ancien combattant de la Grande Guerre patriotique, ainsi que l'on nomme à l'Est la Seconde Guerre mondiale, il se dit reconnaissant aux Soviétiques d'avoir sauvé la Pologne de l'anéantissement programmé par les nazis, même si cela a été au prix d'une privation de liberté au sein du système soviétique. Ce point de vue est approuvé par l'ancien ministre belge Guy Spitaels et les journalistes Jean-Marie Chauvier et Vladimir Caller dans *La Libre Belgique*. Les auteurs s'insurgent contre les mensonges historiques qui se développent dans une partie de la presse occidentale. Selon eux, il existe aujourd'hui un mouvement s'appuyant sur l'historiographie de la Guerre froide qui tend à minimiser le poids de l'URSS dans la victoire contre le nazisme et qui cherche à réhabiliter les groupes ayant collaboré avec Hitler. Ils estiment qu'il faut reconnaître le sacrifice fait par la Russie et ne pas céder à cette tendance qui se développe de Riga à Kiev.

Dans une très longue tribune destinée au public français et publiée par *Le Figaro*, Vladimir Poutine présente sa version de cette période et les leçons qu'il en tire pour notre époque. Le président russe rappelle que son pays a été la première victime de la guerre et que sans l'URSS la victoire contre le nazisme n'aurait pas été possible. Il condamne le Pacte Molotov-Ribbentrop tout autant que les Accords de Munich. Selon lui, ces deux protocoles découlent de la même logique : s'accorder avec l'ennemi plutôt que de l'affronter ; une logique désastreuse qui ne doit pas être de nouveau appliquée. Concernant Yalta, il estime que ces accords n'ont pas entraîné une division de l'Europe, laquelle est imputable aux tensions internationales qui ont suivis. Au contraire, Yalta offrait une chance de mettre en place une coopération entre puissances pour empêcher de nouvelles guerres. Enfin, il réfute les arguments de ceux qui affirment que la Russie refuse de reconnaître ses torts. Selon lui, il ne s'agit là que de manœuvres des pays baltes pour masquer leur réhabilitation du nazisme. Vladimir Poutine estime que les Européens doivent se souvenir des leçons du passé : la seule façon de résister aux menaces est de ne pas se voiler la face devant le danger, de construire des systèmes de défense collective forts, de ne pas ignorer les agressions contre d'autres États quand on n'est pas soi-même touché directement et, surtout, de refuser les philosophies exaltant la domination d'une population sur une autre au nom de la race ou de la religion. Enfin, il appelle à la création d'une grande alliance européenne dont les piliers seraient Moscou, Berlin et Paris. Difficile de ne pas voir entre les lignes un appel à la constitution d'une alliance face aux États-Unis et à leur volonté de susciter un « choc des civilisations », comparée implicitement à la menace nazie. Le message est clair : cette fois-ci, il ne faudra ni accord de Munich, ni pacte Molotov-Ribbentrop quand la menace deviendra évidente. La veille de la publication de ce texte, le président français, Jacques Chirac avait souligné dans une interview aux *Izvestia* la dette de la France envers la Russie. Il louait également le partenariat franco-russe, n'hésitant pas à présenter Vladimir Poutine comme un ami personnel. Il ne se permettait pas, toutefois, d'aller aussi loin que son homologue russe sur les dangers à affronter à l'avenir. La visite du président français a été marquée symboliquement par l'inauguration d'une statue du général De Gaulle à Moscou, acte marquant le partenariat franco-russe.

Compte tenu de la place différente de son pays dans la Seconde Guerre mondiale, le chancelier allemand, Gerhard Schröder développe un autre point de vue du conflit dans *Komsomolskaïa Pravda* mais arrive aux mêmes conclusions que ses partenaires. Il présente ses excuses aux Russes pour les souffrances endurées et place le 9 mai comme le jour de la repentance pour son pays. Il assure que la Russie et l'Allemagne partagent un passé totalitaire qu'ils apprennent ensemble à assumer et s'appuie sur cette similarité pour louer l'étroitesse des relations commerciales instaurées ces dernières années.

Aux États-Unis, la tournée de George W. Bush dans les pays baltes, en Russie, puis en Géorgie a occasionné une relance du débat sur les relations à développer avec Moscou. Le *Los Angeles Times* donne la parole à deux analystes. Pour l'expert de la NED/CIA, Michael McFaul, la solution est simple : les États-Unis doivent coopérer avec la Russie sur une série de questions de sécurité tout en préparant le renversement de Vladimir Poutine ou de son successeur à l'occasion de l'élection présidentielle russe de 2008. Pour cela, il faudra appliquer les mêmes recettes qu'en Serbie, en Géorgie et en Ukraine. Il faut d'ores et déjà commencer à soutenir les « démocrates » russes et à s'appuyer sur les dominos géorgien et ukrainien. Toutefois, pour l'ancien conseiller de sécurité national états-unien en charge de l'URSS, Eugene B. Rumer, cette stratégie ne peut pas fonctionner : Poutine est trop populaire, les réformes d'inspiration états-unienne des années 90 sont unanimement condamnées par la population et les Russes se méfient des ingérences de Washington. Il faut donc renoncer à changer la Russie, l'accepter telle qu'elle est et tenter d'avoir avec elle les meilleures relations possibles.

Conscient que l'hostilité de la population russe à l'égard de Washington bloque toute possibilité d'action états-unienne, le président du Nixon Center, Dimitri Simes, tente de son côté de rassurer les Russes dans *Komsomolskaïa Pravda*. D'après lui, il existe à Washington des personnes qui voudraient utiliser la Géorgie et l'Ukraine contre la Russie. De leur côté, les dirigeants de ces pays veulent utiliser ces personnes pour obtenir des avantages politiques en échange de leur loyauté. Toutefois, ce n'est pas la politique de la Maison-Blanche et il ne faut pas faire d'amalgame. Selon l'auteur, George W. Bush souhaite pour sa part une coopération entre Moscou et Washington.

Ironiquement, tout en accusant la Russie de renouer avec son passé stalinien, c'est un dirigeant états-unien qui utilise l'artifice rhétorique du bon prince et des mauvais conseillers, si fréquent dans les régimes totalitaires pratiquant le culte de la personnalité.

**Réseau Voltaire**

---

[1] La détermination des dates historiques est en soi un enjeu idéologique. En l'occurrence, on n'a pas commémoré la fin de la Seconde Guerre mondiale, mais la victoire contre le nazisme. La capitulation du Reich a été signée le 7 mai 1945 à Reims, les combats se sont arrêtés le 8 mai et la capitulation a été ratifiée au quartier général soviétique à Berlin le même jour. Les Européens de l'Ouest ont proclamé la fin de la guerre au lendemain de la signature (donc le 8 mai), tandis que les Soviétiques ne l'ont proclamé qu'au lendemain de la ratification (c'est-à-dire le 9 mai). Les États-Unis, quant à eux, étaient représentés par Eisenhower à Reims et ont donc proclamé la « *Victoire en Europe* » le 7 mai. Ils ont néanmoins fait traîner les combats en Orient le temps pour eux de manifester leur puissance atomique, d'occuper le Japon et de s'installer aux Philippines. De sorte que ce n'est que le 31 décembre 1946 que le président Truman a proclamé la fin des hostilités.



## George W. Bush



George W. Bush (Le roi de carreau du régime Bush) est président des États-Unis.

### « Le président parle de Liberté et de démocratie en Lettonie »

Source : Département d'État (États-Unis)

Référence : « President Discusses Freedom and Democracy in Latvia », par George W. Bush, *Département d'État états-unien*, 7 mai 2005. Ce texte est adapté du discours prononcé par le président états-unien lors de son voyage en Lettonie.

Merci pour votre accueil chaleureux. Laura et moi sommes ravis par ce voyage, notre second en Lettonie. Merci également au président Ruutel d'Estonie et Adamkus de Lituanie de s'être déplacés.

Les pays baltes ont vu une des transformations les plus rapides de l'histoire en passant du statut de nations captives à celui de membres de l'OTAN et de l'Union européenne en une décennie. Les Lettons, Estoniens et Lituaniens ont montré que l'amour de la liberté était plus fort que la volonté d'un empire. Cette semaine, les nations des deux côtés de l'Atlantique célèbreront le soixantième anniversaire de la défaite d'Hitler, lui qui incarnera le mal pour les âges à venir. Des hommes et des femmes se sont levés contre ce mal et ils l'ont vaincu. C'est ce que nous allons célébrer.

Les États baltes n'ont pas de rôle dans le déclenchement de la guerre. Ils ont été les victimes d'un accord entre deux dictateurs. Pour la plus grande partie de l'Allemagne, la défaite a signifié la liberté, mais pour toute l'Europe de l'Est, la fin de la guerre a abouti à la chute sous le joug d'un autre empire. La fin du fascisme n'a pas mis fin à l'oppression. L'accord de Yalta fut négocié dans la tradition de Munich ou de l'accord Molotov-Ribbentrop. Toutefois, finalement, les États-Unis n'acceptèrent pas de se contenter de libérer une partie de l'Europe. Les États-Unis n'ont jamais reconnu l'occupation soviétique des pays baltes et les trois drapeaux ont continué de flotter dans des missions diplomatiques aux États-Unis. La fin de la Seconde Guerre mondiale n'a été qu'une étape d'un mouvement plus vaste : le développement de la liberté dans le monde. Ce mouvement s'étend aujourd'hui au Moyen-Orient.

Nous avons appris que les nations libres sont pacifiques et que la liberté peut surgir rapidement après une longue tyrannie et qu'elle est souvent portée par le patriotisme et le soutien aux traditions ou à la langue natale. Toutefois, la démocratie passe aussi par la défense des droits des minorités. Vous êtes des sociétés multiethniques et tout en défendant votre identité propre, vous devez accepter vos minorités. Vous pouvez être un modèle pour les pays de la région. Déjà, vous avez aidé l'Ukraine à se doter d'un dirigeant visionnaire en la personne de Viktor Yushchenko. Mon pays soutient la démocratie en Géorgie et en Moldavie et ensemble nous travaillons à démocratiser la Biélorussie. Nous défendons la démocratie partout comme nous l'avons fait en Europe occidentale.

Merci et que Dieu vous bénisse.

## Vaira Vike-Freiberga

Ancienne professeur de psychologie à l'université de Montréal issu d'une famille ayant quitté la Lettonie à la chute du Reich, Vaira Vike-Freiberga est présidente de la Lettonie.

### « Ce que la Russie peut apprendre de l'Allemagne »

Source : Gulf News (Émirats arabes unis)

, Washington Post (États-Unis)

, Der Tagesspiegel (Allemagne)

Référence : « Was Russland von Deutschland lernen kann », par Vaira Vike-Freiberga, *Der Tagesspiegel*, 6 mai 2005.

Un texte avec des arguments similaires mais moins orientés en direction de l'Allemagne a été publié le lendemain par le *Washington Post* puis par *Gulf News* :

« Rights and Remembrance », *Washington Post*, 7 mai 2005.

« Rights and remembrance », *Gulf News*, 10 mai 2005

Dans mon pays, la Lettonie, les nazis allemands et leurs complices locaux ont commis les crimes contre l'humanité les plus atroces que le territoire ait connus. Il faut de l'humilité et du courage pour montrer du repentir pour le passé. Les actes de reconnaissance des aspects controversés sont indispensables pour évacuer les fantômes du passé et aller vers un avenir meilleur et plus humain. Depuis l'indépendance en 1991, notre pays s'est efforcé de documenter et de réévaluer son histoire du XXIème siècle, y compris les périodes les plus sombres. C'est avec succès que nous faisons cet examen critique, comme l'Allemagne a pu le faire après la Seconde Guerre mondiale.

Contrairement au reste de l'Europe, la chute de l'empire nazi n'a pas entraîné la libération de mon pays. La Lettonie, la Lituanie et l'Estonie ont continué à subir une occupation brutale exercée par un autre empire totalitaire étranger, celui de l'Union Soviétique. Pendant cinq longues décennies, ces trois pays ont disparu de la carte de l'Europe. Ils ont subi le meurtre et les déportations de masse, la perte de leur liberté et l'arrivée de millions de migrants russophones.

En tant que présidente de la Lettonie, j'ai accepté l'invitation de Poutine à Moscou, bien que la fin de la Seconde Guerre mondiale n'ait pas apporté que la chute attendue du régime nazi. Je vais exprimer mon respect à ceux qui sont morts dans cette guerre en espérant que la Russie aura un jour le courage de regarder en face sa propre histoire, que la Russie saura trouver les moyens de différencier ses héros de ses tyrans, qu'elle condamnera finalement et définitivement les innombrables crimes contre l'humanité commis au nom du communisme. La Russie démontrerait ainsi son respect sincère de la liberté et des droits de l'homme. Une telle reconnaissance renforcerait le partenariat entre l'Europe, l'Amérique et la Russie. La Lettonie est favorable à une Europe meilleure, sans guerre, sans frontières artificielles, pour une Europe unie dans son attachement aux principes démocratiques et humanistes.

## Mikhail Saakashvili



Ancien ministre de la Justice d'Édouard Chevardnadze puis meneur de la « Révolution de la Rose » orchestrée par la National Endowment for Democracy en Géorgie, Mikhail Saakashvili est président de la Géorgie.

### « Il est temps de revenir à Yalta »

Source : Washington Post (États-Unis)

Référence : « Time for a Return to Yalta », par Mikhail Saakashvili, *Washington Post*, 10 mai 2005.

Pendant 60 ans, le mot « Yalta » a signifié trahison et abandon. L'accord entre la Grande Bretagne, l'URSS et les États-Unis dans la station de la Mer noire a renvoyé des millions de personnes sous le joug de la tyrannie. C'est ce qu'a rappelé le président W. Bush à la semaine dernière en Lettonie. Heureusement, la division de l'Europe créée par cet accord appartient aujourd'hui au passé. La génération de 1989 a mis fin au rideau de fer. Désormais, c'est à notre tour de contribuer à la réunification de l'Europe dans son ensemble en faisant une nouvelle conférence de Yalta qui marquera l'alliance des nouvelles démocraties. J'en ai parlé avec mes amis **Viktor Yushchenko** et **Traian Basescu**. Cette alliance aura trois rôles centraux :

- ▶ Nous devons travailler ensemble pour soutenir la consolidation de la démocratie dans nos propres pays.
- ▶ Nous devons étendre la diffusion de la liberté dans toute la Mer noire et dans toute l'Europe, de la Moldavie à la Biélorussie. Pour cela, nous devons restreindre la liberté de déplacement des dirigeants biélorusses, accroître notre soutien à l'opposition et entraîner la société civile aux techniques de protestation pacifiques.
- ▶ Nous devons étendre notre soutien à la liberté partout dans le monde : au Zimbabwe, à Cuba, en Birmanie... etc. Nous pouvons faire de Yalta un nouvel espoir.

## Wojciech Jaruzelski

Ancien militaire dans l'armée polonaise pendant la Seconde Guerre mondiale, le général Wojciech Jaruzelski est ancien Premier ministre (1981-1985) et ancien Président de la Pologne (1985-1989).

### « J'ai vécu le 8 mai comme un grand soulagement »

Source : Die Welt (Allemagne)

Référence : « Ich empfand den 8. Mai als riesige Erleichterung », par Wojciech Jaruzelski, *Die Welt*, 3 mai 2005.

Ce texte est adapté d'une interview.

Je serai l'un des quatre chefs d'États présents à être aussi un vétéran de cette guerre. **Vladimir V. Poutine** m'a personnellement invité et malgré les critiques, j'irais à Moscou. J'en ai parlé avec le président **Kwasniewski**. En tant qu'ancien combattant de l'armée polonaise et en tant que commandant d'une compagnie présente sur l'Elbe en mai 45, j'en ai le droit moral. On ne doit pas oublier que la Pologne était la 4ème plus grosse armée de la coalition anti-hitlérienne, la seule dont le drapeau flottait aux côtés de celui des Soviétiques à Berlin. Cela me fait de la peine qu'il n'y ait aucun soldat polonais sur le monument édifié à Moscou, mais ce serait une erreur de ne pas participer aux cérémonies. Je serai

là en tant que vétéran et ancien déporté.

**Mikhaïl Gorbatchev** a fait ériger une croix sur la tombe de son père déporté en Sibérie. Une stèle a symboliquement été posée à côté en mémoire des victimes polonaises. Gorbatchev a ainsi exprimé son respect à tous nos compatriotes qui ont fini en Sibérie. On m'a assuré que je pourrai m'y rendre lors de mon séjour, mon père y a été déporté en 1940.

Je ne sais pas pourquoi Moscou ne rend pas publiques les informations sur le passé. L'affaire de Katyn par exemple assombrit les relations entre nos deux pays. Je suis d'accord avec Kwasniewski quand il demande à Poutine de se prononcer sur ce qui s'est passé en Europe centrale après 1945, mais je suis réaliste. Le front soviétique a traversé à quatre reprises la Pologne durant la guerre. 600 000 soldats y ont séjourné. Les vétérans russes disent « nous avons libéré la Pologne » et ils en sont fiers. S'il était utile d'affirmer le contraire, je le ferais mais nous perdriions seulement l'amitié de millions de gens. La victoire d'Hitler signifiait l'anéantissement pour notre peuple. L'armée soviétique nous a apporté la dépendance, mais nous a sauvés de l'extermination.

Ma famille vient de l'Est de la Pologne où le ton a toujours été anti-russe et antisoviétique. Je suis conscient de la tragédie vécue par le peuple allemand. J'ai vu les colonnes de réfugiés, des femmes et des vieillards, après qu'une partie de la Poméranie soit devenue polonaise. Je me demandais pourquoi les soldats allemands montraient autant de résistance, sans doute par discipline, mais aussi par peur des Rouges en face d'eux et de la Gestapo derrière. J'ai été l'un des premiers à pénétrer dans le camp de concentration de Sachsenhausen, le 4 mai, mon unité a rejoint les États-Uniens sur l'Elbe. J'ai été blessé deux fois et j'ai accueilli le 8 mai avec un grand soulagement. À l'époque beaucoup de Polonais attendaient une confrontation entre les Soviétiques et les États-Uniens, beaucoup de mes camarades ont pris le maquis dans l'espoir d'amener la démocratie dans le pays. C'était illusoire. Qui aurait voulu lancer la Troisième Guerre mondiale pour la démocratie en Pologne ? Les partisans ont perdu beaucoup de sang pour rien.

## Guy Spitaels, Jean-Marie Chauvier , Vladimir Caller

Guy Spitaels est ancien ministre socialiste belge, ancien président du Parti socialiste belge et ancien président de la région wallonne.

Jean-Marie Chauvier est journaliste et écrivain belge.

Vladimir Caller est journaliste belge.

### « Pourquoi minimiser la victoire "rouge" ? »

Source : La Libre Belgique (Belgique)

Référence : « Pourquoi minimiser la victoire « rouge » ? », par Guy Spitaels, Jean-Marie Chauvier et Vladimir Caller, *La Libre Belgique*, 10 mai 2005.

En 1945, il ne faisait de doute pour personne que la victoire contre le nazisme avait eu pour principaux artisans le peuple soviétique et l'Armée rouge. La moitié des victimes de la guerre était soviétique. Les dirigeants nazis avaient prévu la disparition de 30 millions d'*Untermenschen* (sous-hommes) soviétiques et la déportation d'un autre contingent de 30 millions. Dans les territoires occupés, on a vu la mort de 10 millions de Soviétiques dont 2,7

millions étaient juifs. Ces crimes ont été commis par les Einsatzgruppen, les SS, la Wehrmacht et leurs auxiliaires nationalistes ou fascistes (polonais, baltes, lettons, lituaniens, ukrainiens), un génocide auquel les Soviétiques ont pu soustraire un million de Juifs. Ce n'est pas une opinion qui s'exprime ici, c'est un fait historique, reconnu par les dirigeants de l'époque. Ernest Hemingway avait dit : « Chaque être humain qui aime la liberté doit plus de remerciements à l'Armée Rouge qu'il ne puisse payer durant toute une vie ! ».

Pourtant, depuis, s'est construit ce que Marc Ferro a appelé un « tabou a posteriori ». Au cours de la Guerre froide, le rôle des Soviétiques dans la libération de l'Europe a été atténué et on a oublié que c'est l'Armée rouge qui avait brisé la Wehrmacht, permettant aux troupes anglo-saxonnes de libérer l'Europe de l'Ouest. Il y avait aussi de quoi être surpris qu'un pays que beaucoup d'observateurs disaient, avant 1941, au seuil de l'effondrement, se ressaisisse de façon aussi impressionnante, mobilise tant d'énergies patriotiques, toutes nations confondues, et y compris dans les Goulags, contre l'envahisseur. Cette résistance fut aussi le lieu d'initiatives spontanées, l'occasion d'une grande créativité sociale et artistique, autant que d'indicibles souffrances lorsque le pays fut réorganisé par Staline d'une poigne d'acier. Les recherches récentes des historiens allemands, puisant dans de nouveaux fonds d'archives, confirment et détaillent le génocide en montrant les complicités locales, notamment en Galicie orientale. Ils attestent que l'extermination des *Untermenschen* slaves et les débuts du judéocide font partie d'un seul et même processus.

Il faut rappeler que l'URSS a connu 26 à 27 millions de morts toutes catégories de population confondues, qu'elle a été attaquée non par la seule Allemagne, mais par des troupes alliées de Roumanie, de Hongrie, d'Espagne, d'Italie, de Croatie, des légions et divisions SS venues de toute l'Europe, y compris du pays flamand et de Wallonie, y ont appuyé l'entreprise nazie, avec la bénédiction de certains clergés. Elle a dû par la suite se redresser sans le soutien d'un quelconque « plan Marshall ». Certains historiens se croient d'ailleurs fondés à parler de « guerre civile européenne », où l'Europe « chrétienne et civilisée » se serait coalisée aux côtés des fascismes « contre la barbarie bolchevique ». Une thèse qui convient aujourd'hui à ceux qui, en Allemagne et parmi les héritiers des nationalismes collaborateurs en pays baltes et en Ukraine, ou en Flandre, entendent réhabiliter les anciens SS et les mouvements nationaux ou « antistaliniens » qui se fourvoyèrent avec Hitler jusqu'à prendre part au génocide perpétré par les nazis.

Nous souhaitons simplement qu'en ces 8 et 9 mai, journées anniversaires de la capitulation nazie, certains faits historiques ne soient pas victimes du mensonge par omission. Et que l'occasion ne soit pas saisie pour réhabiliter la collaboration et ériger des monuments aux anciens SS !

## Vladimir V. Poutine



Vladimir V. Poutine est président de la fédération de Russie.

### « Les leçons de la victoire sur le nazisme »

Source : Le Figaro (France)

Référence : « Les leçons de la victoire sur le nazisme », par Vladimir Poutine, *Le Figaro*, 7 mai 2005.

Je suis reconnaissant de la possibilité qui m'est offerte de m'adresser en direct à l'opinion publique française, à la veille du soixantième anniversaire de la victoire sur le nazisme. Cette date reste sacrée car c'est elle qui a vu s'unir nos peuple contre le nazisme. Aujourd'hui, la démocratie et la liberté, la justice et l'humanisme sont les valeurs qui nous unissent toujours pour l'édification d'un monde civilisé et sûr.

Le nazisme a été la pire des monstruosités. Pour notre peuple, comme pour de nombreux autres, perdre la bataille signifiait perdre la souveraineté nationale, cesser d'exister en tant qu'État, l'extermination physique. Pour la première fois, des peuples se sont unis contre un danger commun global. Il fallait gagner cette guerre du bien contre le mal et elle a été gagnée. Cette victoire s'est construite au prix de dizaines de millions de mort en URSS. Toutes les familles russes ont eu leurs morts. Pendant quatre années interminable, le peuple russe s'est battu, libérant son territoire en 1944, puis onze autre pays par la suite au prix de la vie d'un million de ses soldats. C'est sur le front Est que les nazis ont enregistré les trois quart de leurs pertes. La France et sa résistance ont grandement contribué à la victoire, leurs actions obligeant les nazis à conserver en France des troupes qu'ils auraient voulu envoyer sur le front Est. La Russie apprécie aujourd'hui le souvenir de la France pour le rôle de l'URSS dans la victoire contre la peste nazie. Le peuple de Russie, tous les peuples de l'ex-Union soviétique gardent également leur reconnaissance aux Français qui ont combattu le nazisme.

L'incarnation même de cette lutte en France se fit en la personne du général De Gaulle dont nous inaugurerons une statue à Moscou le 9 mai. Nous sommes aussi reconnaissants à nos alliés de l'aide qu'ils ont fournie via des livraisons et l'ouverture d'un second front. C'est la lutte anti-hitlérienne qui a fondé les Nations unies. Nos pères et nos grands-pères ont partagé tout le poids de la guerre, mais n'ont pas partagé la victoire en 1945. Nous ne la partageons pas, non plus, aujourd'hui. La Seconde Guerre mondiale a été gagnée par tous les alliés de la coalition anti-hitlérienne, par les antifascistes allemands. C'est notre fête commune. La Journée de la victoire nous appartient à tous.

À la veille du soixantième anniversaire que nous allons célébrer, des chercheurs et des historiens se penchent à nouveau sur les causes et les étapes de la Seconde Guerre mondiale. Ce qui est important, ce n'est pas que l'analyse historique, c'est aussi la leçon morale que nous pouvons retirer. Quand les nazis ont développé leur pouvoir en Allemagne et ont préparé l'agression de leurs voisins, l'idée est née, à Paris et à Moscou d'une alliance commune. Toutefois, face à la menace, la mise en place de mécanismes de défense a été écartée au profit de l'espoir illusoire de « rester planqué ». C'est cette même logique qui a animé le pacte Molotov-Ribbentrop et les accords de Munich. Les dirigeants

soviétiques ont cru que Munich ne traitait pas que du démembrement de la Tchécoslovaquie, mais aussi de l'isolement de l'URSS. En 1989, le Soviet suprême de l'URSS, l'organe législatif du pays, a donné une appréciation juridique et morale précise du pacte Molotov-Ribbentrop. Nos voisins baltes le savent bien, mais continuent néanmoins d'exiger une sorte de « repentance » de la Russie. Ces réclamations sont sans fondements et ne visent qu'à faire ignorer les politiques discriminatoires, la collaboration passée avec les nazis et la réhabilitation des SS dans ces pays. La Russie est prête à discuter avec les pays baltes à condition que ce dialogue se fonde sur les réalités d'aujourd'hui et pas sur les complexes d'hier.

Pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui, il est bon de revoir ce qui s'est passé à Yalta en 1945. Je suis profondément convaincu que les dirigeants de la coalition anti-hitlérienne cherchaient à édifier un nouveau système international qui ne permette pas la renaissance du nazisme. C'est dans ce but que fut fondé l'ONU. Les historiens peuvent discuter des décisions prises alors, mais ils doivent se souvenir que ce sont des décisions collectives et qu'elles ont été fondées sur les problèmes de l'époque. Le paradoxe historique réside ici dans le fait que le système ayant vu le jour à Yalta reposait sur un accord de la coalition anti-hitlérienne tout en marquant aussi le point de départ d'une nouvelle rivalité géopolitique et d'une compétition entre « superpuissances ». Toutefois, les accords de Yalta ont mis en place un certain équilibre qui a permis d'éviter la confrontation. Pour ce qui est de l'Allemagne, l'URSS avait demandé le maintien d'une seule entité étatique, c'est la Guerre froide qui a abouti à la formation de deux entités. Nul ne peut ignorer aujourd'hui le rôle majeur que notre pays a joué dans la réunification pacifique de l'Allemagne. Aujourd'hui, la Russie, l'Allemagne et la France constituent le facteur positif majeur de la vie internationale et du dialogue européen. Je suis profondément convaincu que la Grande Europe unie de l'Atlantique à l'Oural - et de fait jusqu'à l'océan Pacifique -, dont l'existence repose sur les principes démocratiques universels, représente une chance exceptionnelle pour tous les peuples du continent.

Le 8 et le 9 mai ont été proclamés par l'ONU Journées de la mémoire et de la réconciliation. Il est temps de réconcilier les hommes qui se sont battus de chaque côté de la ligne de front comme il est temps d'unir toutes les nations dans la lutte contre les nouveaux défis, contre le terrorisme, les doctrines idéologiques fondées sur le racisme et la xénophobie. On ne peut venir à bout de telles menaces que sur la base d'une confiance mutuelle, de la solidarité et de la coopération de toute la communauté mondiale. Les événements dramatiques des années 30 et 40 du siècle passé constituent une mise en garde pour nous tous, une mise en garde contre la répétition des erreurs du passé, contre l'illusion que l'on peut s'affranchir du mal « pour le compte du voisin ». Cela nécessite que les manuels d'histoire soient objectifs.

Je voudrais, pour conclure, transmettre à tous les Français, et en premier lieu aux anciens combattants de cette guerre, mes salutations les plus chaleureuses à l'occasion de cette Journée de la victoire. Je leur adresse mes vœux de bonne santé, de bonheur et de prospérité.

## Jacques Chirac



Jacques Chirac est président de la République française.

### « La libération de la France a été possible uniquement grâce au courage du peuple russe »

Source : Izvestia (Fédération de Russie)

Référence : « ..... », par Jacques Chirac, *Izvestia*, 6 mai 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Nous allons célébrer la libération des peuples européens du joug nazi. La libération de la France par les alliés n'a été possible que parce que le peuple russe et ses soldats ont fait preuve d'un grand courage. Les soldats russes ont vécu l'épreuve la plus terrible de cette guerre et il l'ont surmontée, nous leur devons beaucoup. À chaque fois que je viens à Moscou, je me rend dans la maison où est situé le mémorial aux aviateurs de l'escadrille « Normandie-Niemen », ces Russes et Français qui ont combattu le nazisme la main dans la main.

L'appel du 18 juin 40 par le général De Gaulle signifiait que tous les Français ne s'étaient pas rendus, sans cette déclaration la France ne ferait pas partie des vainqueurs. C'était un homme exceptionnel, il avait sa propre vision des relations entre l'Europe et la Russie. Sa fameuse expression « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural » symbolisait sa conviction dans une Europe et une Russie marchant côte à côte.

La Russie s'est affairé avec courage et de manière décisive à moderniser sa vie politique, économique et sociale, ce qu'elle fait est positif, cela doit s'intensifier et se prolonger. C'est dans un esprit de liens privilégiés entre l'Europe et la Russie que j'ai participé à l'élaboration de la politique russo-européenne initiée en 2003 à Saint-Petersburg. J'espère que le sommet qui va avoir lieu dans quelques jours nous permettra de prendre une décision définitive sur les « quatre domaines communs » de cette politique. L'Europe et la Russie, deux énormes systèmes, deux éléments fondamentaux du monde multipolaire de demain, doivent aller de l'avant, cela dans l'intérêt de l'équilibre du monde et de la région.

Le dialogue avec **Poutine** qui se faisait dans la confiance s'est peu à peu transformé en amitié. C'est un homme qui sait ce qu'il veut et qui le dit franchement et clairement. Il ne feinte pas, ne se cache pas, j'ai le même caractère. Cela ne signifie pas que nous sommes d'accords sur tout, mais qu'immanquablement nous arriverons à trouver un accord.

Rien ne peut justifier le terrorisme et nous devons nous unir. Il est indispensable d'éradiquer les causes du terrorisme qui est souvent dû à des aspects sociaux et politiques ou aux conflits. J'aimerais dire à la jeunesse russe qu'il y a des difficultés en Russie et en Europe, mais que nous avons une vocation. Nous devons aller vers le futur la main dans la main, chacun avec ses traditions, sa culture et ses coutumes. Je suis convaincu que c'est ainsi que cela va se passer.



## Gerhard Schröder



Gerhard Schröder est  
chancelier d'Allemagne.

## « Nous demandons pardon pour les souffrances causées au peuple russe et à d'autres »

Source : Komsomolskaïa Pravda (Fédération de Russie)

Référence : « ..... », par Gerhard Schröder, *Komsomolskaïa Pravda*, 7 mai 2005.

Pour aucun autre peuple que le peuple russe, la victoire sur l'Allemagne hitlérienne n'a été payée aussi chèrement. Plus de 27 millions de morts et une ruine indescriptible furent le résultat de cette Seconde Guerre mondiale. Cela demeure une partie de notre sentiment de responsabilité envers le peuple russe et d'autres peuples de l'ex-URSS. Pour les Allemands, les 8 et 9 mai sont des dates de repentance silencieuse envers tous ceux qui ont perdu la vie à cause du national-socialisme. L'invitation faite au chancelier fédéral allemand est un grand honneur et une preuve de confiance envers notre nation. Nous voulons que ce 9 mai devienne le symbole de la réconciliation européenne.

Ce jour a d'abord été une libération pour les Allemands, mais pour beaucoup cette date est aussi liée au souvenir des migrations forcées, de la séparation de l'Allemagne du reste de l'Europe et à de nouvelles servitudes. Cette date marque aussi le début du renouveau spirituel et politique de l'Allemagne. Le fait que sur fond de l'horreur de la guerre mondiale et malgré la Guerre froide la réconciliation ait été possible, tient pour moi du miracle de l'histoire européenne. Parmi tous ceux qui ont participé au rapprochement de l'Allemagne et de l'ex-URSS, je voudrais citer Willy Brandt. Il est à l'origine de cette volonté de paix durable avec nos voisins orientaux qui s'est concrétisée après 1989.

Nos deux peuples n'ont jamais été aussi proches qu'aujourd'hui. Nous sommes unis par un partenariat stratégique pour la paix, pour une Europe florissante et la stabilité de l'ordre mondial. Le volume des échanges commerciaux entre nos deux pays a augmenté de 18 % rien que l'année dernière et nous renforçons notre coopération stratégique aussi dans le secteur du gaz et du pétrole. Les contacts entre les citoyens de nos deux pays n'ont jamais été aussi intenses. Un congrès va avoir lieu à Ekaterinbourg en juin et nous avons initié le « Dialogue de Saint-Petersbourg » pour discuter dans un forum des problèmes et des possibilités de nos sociétés. Nous allons développer la coopération scolaire et scientifique, plus les générations futures se connaîtront, plus la confiance entre nos deux peuples sera grande.

Aux XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles, les idéologies totalitaires ont privé les Européens de leurs droits, les réduisant à l'esclavage. La nouvelle Europe ne doit pas laisser de place aux zones d'influence et aux volontés de domination. La Russie et l'Allemagne ont une responsabilité pour que les erreurs du passé ne se répètent pas. Le 10 mai, la Russie et l'Union européenne vont définir les modalités concrètes de leur partenariat, notamment en matière de politique extérieure et de sécurité. Nous devons trouver ensemble les réponses aux défis du monde contemporain et aux dangers du terrorisme. Nous y parviendrons

seulement si nous renforçons la coopération multilatérale, particulièrement dans le cadre de l'ONU et du droit international. C'est aussi une leçon à tirer du passé.

La politique de la domination et le langage de la force ont bouleversé le destin des peuples européens dans les 100 dernières années. La Deuxième Guerre mondiale en a été la preuve douloureuse. Seule une Europe de la liberté, des Droits de l'homme et du partenariat peut être une Europe durablement en paix. C'est la leçon des générations combattantes et pour nous, 60 ans après le 9 mai 1945, c'est une obligation qui demeure.

## Michael Mac Faul



Michael Mac Faul est membre de la Carnegie Endowment for International Peace, de la Hoover Institution et de la National Endowment for Democracy.

### « Il est normal de tancer les reculs démocratiques »

Source : Los Angeles Times (États-Unis)

Référence : « It's OK to Scold the Backslider », par Michael McFaul, *Los Angeles Times*, 8 mai 2005.

Avant que **George W. Bush** ne se rende à Moscou, il devrait relire son deuxième discours d'investiture, quand il affirmait que développer la démocratie était le centre de sa politique étrangère. C'est sur ce point qu'il sera jugé et la Russie représente son plus grand défi.

Beaucoup de dictatures perdurent aujourd'hui, mais elles étaient déjà là avant l'arrivée de George W. Bush au pouvoir. La Russie est une exception, car c'est le seul pays partiellement libre à être devenu un pays non-libre d'après le classement de la **Freedom House**. Toutefois, Bush a développé une relation forte avec **Vladimir Poutine** et il s'agit d'une erreur stratégique. Le président russe a affaibli les institutions démocratiques, les médias indépendants et la société civile, il a centralisé le pouvoir dans ces mains. Cette centralisation aurait pu permettre d'organiser des réformes, mais ce ne fut pas le cas.

La bataille pour remplacer Poutine en 2008 a déjà commencé mais, malheureusement, aucun des scénarios probables actuellement n'est encourageant. Le favori pour remplacer Poutine est le ministre de la Défense **Sergueï Ivanov** et il a démontré peu d'enthousiasme pour la démocratie. De toute façon, il semble douteux qu'il puisse l'emporter si l'élection n'est pas truquée. Malheureusement, dans une élection totalement libre, il est probable qu'une coalition nationaliste-socialiste puisse présenter un candidat plus populaire que le bloc démocrate. Dans un troisième scénario, Poutine pourrait amender la constitution pour s'autoriser à rester un troisième mandat ou pour donner plus de pouvoir au Premier ministre, poste qu'il pourrait lui-même occuper après l'élection de son successeur.

Quoi qu'il en soit, à l'heure actuelle, Poutine est trop populaire et la Russie trop grande pour que Bush se permette une confrontation directe avec Moscou. La commémoration de ce que les Russes appellent « la Grande Guerre patriotique » n'est pas, en outre, le meilleur moment. Bush doit faire comprendre à Poutine que si les élections ne sont pas totalement libres en 2008, cela sera un frein au développement des relations russo-états-uniennes.

Il doit par ailleurs soutenir publiquement les démocrates russes comme il soutient les démocrates iraniens. Il faut demander un contrôle international des élections en Russie et il faut qu'il ait le même poids que celui qu'il a eu en Serbie en 2000, en Géorgie en 2003 et en Ukraine en 2004. Par ailleurs, la visite de Bush en Géorgie doit être la célébration des nouvelles démocraties de la région. Cela ne doit toutefois pas nous empêcher de travailler avec la Russie à la lutte contre le terrorisme.

## Eugene B. Rumer

Ancien responsable pour les pays de l'ex-URSS au National Security Council, Eugene B. Rumer est chercheur à l'Institute for National Strategic Studies de la National Defense University

### « Pour de vrais résultats, soyons réalistes »

Source : Los Angeles Times (États-Unis)

Référence : « For Real Results, Let's Get Real », par Eugene B. Rumer, *Los Angeles Times*, 8 mai 2005.

Les nouvelles en provenance de Russie ne sont pas bonnes. La démocratie recule, l'économie est dépendante du pétrole et la politique étrangère est maladroite. Qu'est-ce qui pourrait être pire ? Toutefois, avant de tenir ce point de vue pour acquis, observons le de plus près.

**Vladimir Poutine** s'est attaqué à la liberté des médias, a marginalisé les partis politiques libéraux et a concentré le pouvoir dans les mains du Kremlin. Cependant, cela n'empêche pas de nombreux sites internet de le critiquer ou même de le ridiculiser. La Russie dépend du pétrole, mais tant que les prix ne baissent pas, ce n'est pas un problème. La Russie a eu la main lourde en Géorgie et en Ukraine, mais aujourd'hui elle n'intervient pas au Kirghizistan, elle se rapproche de l'Ukraine et discute avec Tbilissi d'un retrait de ses troupes de Géorgie.

Poutine a déclenché un scandale ici en expliquant que la disparition de l'URSS était la pire catastrophe géopolitique du XXe siècle, mais si cette vision n'est pas partagée ici, elle est partagée par les Russes. Pour les membres de la « glorieuse génération » qui ont connu la Seconde Guerre mondiale, puis ont vu leur retraite perdre son pouvoir d'achat lors de la libéralisation de l'économie, cette déclaration est une évidence. D'après un sondage, 66 % des Russes pensent que la perestroïka a fait plus de mal que de bien, 70 % approuvent la politique de Poutine et un peu plus de 20 % pensent que Staline était un grand dirigeant. Comment traiter avec la Russie ? Aujourd'hui, les Russes condamnent les réformes des années 90 qu'ils estiment être d'inspiration états-unienne et dénoncent ce qu'ils voient comme des ingérences dans leurs affaires intérieures. Il faut donc accepter la Russie telle qu'elle est et travailler avec elle.

## Dimitri Simes



Dimitri Simes est le président et le fondateur du Nixon Center.

## « Certains dans la CEI voudraient brouiller Moscou et Washington »

Source : Komsomolskaïa Pravda (Fédération de Russie)

Référence : « ..... », par Dimitri Simes, *Komsomolskaïa Pravda*, 6 mai 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Il est plus juste d'envisager la visite de Bush à Moscou comme symbolique plutôt que comme vraiment protocolaire. La symbolique dans ce cas est très importante. Cependant, s'il s'agissait uniquement de cela, rien n'aurait justifié une visite de **Condoleezza Rice** à Moscou récemment. Il est évident qu'il y a une volonté d'arriver à une compréhension commune des problèmes actuels comme l'attitude de nos deux pays dans l'ancienne aire soviétique, la dispersion des armes de destruction massives ou le dialogue énergétique, ce domaine dans lequel on parle beaucoup, mais on agit peu.

Il n'y a pas de complot entre Bush et les présidents géorgien et ukrainien. Il y a cependant aux États-Unis des courants d'influences qui se féliciteraient qu'une telle chose existe. Dans l'administration, il y a une certaine disposition à élargir le développement de la démocratie dans l'aire post-soviétique. Certains leaders, particulièrement des membres du GOUAM veulent profiter de ces dispositions pour provoquer un tel déroulement logique, auquel la Maison-Blanche elle-même n'est pas prête. Ils voudraient séparer la Russie et l'Amérique, opposer leurs intérêts et s'attirer la sympathie des Américains en leur démontrant leur super-loyauté.

Les perceptions américaines et russes de M. **Saakashvili** ne coïncident pas. Malgré toutes ses insuffisances il est pour l'Amérique du côté des « anges » car il est pour la coopération avec leurs pays. Moscou considère que c'est un homme qui veut tirer un profit politique de son opposition à la Russie. Je pense qu'il n'y a aucune raison ni pour nous, ni pour vous de se fâcher pour cette divergence de points de vue.

---

# Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meysan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

**Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

---